

## LES PENSIONS

### LA RESPONSABILITÉ DU MINISTRE

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount):** Je reviens, monsieur le Président, au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il sait que, chaque jour, la crainte et l'anxiété montent chez nos personnes âgées. Je reçois des appels, comme nous en recevons tous. Un député derrière moi dit qu'il en reçoit; tout le monde en reçoit. Cela nous préoccupe tous. Tout le monde me demande: «Qu'allez-vous faire à ce sujet?» Je vais donc demander au ministre ce que lui a l'intention de faire? Que va-t-il tenter pour corriger cette mesure cruelle et brutale du budget?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, la première chose que je dirais au député, c'est que, j'en suis sûr, il ne veut pas répandre la crainte en utilisant des chiffres qui sont faux. C'est pourtant ce qu'il a fait, une nouvelle fois, ce matin. Je pense que sur cette première chose nous sommes d'accord.

Le député estime que la création d'emplois n'apporte rien aux personnes âgées. Il ne faudrait pas oublier, cependant, que la création de ces emplois et la baisse, hier, du taux de la Banque du Canada de 29 centièmes de point sont deux exemples qui prouvent que le programme économique du gouvernement faisant appel à la collaboration du secteur privé, donne des résultats.

**Des voix:** Bravo!

**M. Epp (Provencher):** Je suis d'accord avec le député... J'ai dit souvent, à la Chambre, que je défendais les personnes âgées et voici ce que je soutiens: au fur et à mesure que les conditions s'améliorent et que de nouvelles possibilités s'ouvrent, ce sont les personnes âgées qui devraient être les premières à en retirer les bénéfices. C'est ce que notre gouvernement a toujours dit.

\* \* \*

[Français]

## LE BUDGET

### LES CONSÉQUENCES POUR LES DIVERS SECTEURS DE LA SOCIÉTÉ

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Je suis un peu surpris de voir la banquette ministérielle se louer de l'augmentation de l'emploi et de la baisse du taux de chômage. Quand un étudiant de première année sait que, au moins, un an à dix-huit mois sont nécessaires à un budget avant de produire ses effets: ce sont les effets du budget Lalonde dont on a bénéficié aujourd'hui.

**M. Masse:** Pourquoi pas le budget de Mackenzie King?

**M. Garneau:** Malgré les demandes répétées de l'opposition, le gouvernement a refusé de rendre public l'impact qu'aura sur l'économie canadienne cette pluie de taxes qui ont été imposées aux classes moyennes.

Ma question au ministre des Finances est la suivante: Comment se fait-il que, au moment où aux États-Unis une réforme fiscale propose d'augmenter les taxes sur les corporations et de les baisser pour les classes moyennes, le gouvernement progressiste conservateur ait choisi une route totalement différente en

## Questions orales

augmentant les taxes et les impôts pour les classes moyennes et en baissant les impôts des grandes corporations, en particulier les multinationales du pétrole?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, il me semble que le député ne fait que rabâcher de vieilles questions que ses collègues du Nouveau parti démocratique ont déjà posées et auxquelles nous avons bien répondu. Je n'ai pas l'intention d'ennuyer la Chambre en répétant les mêmes réponses. J'avertis cependant le député, puisqu'il parle de création d'emplois, que 75,000 jeunes de plus ont obtenu un emploi depuis janvier, 112,000 femmes ont trouvé du travail depuis le 4 septembre et, en tout, 271,000 Canadiens ont trouvé un emploi.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** La différence, monsieur le Président, c'est que nous ne prétendons pas avoir créé ces emplois. Nous savons que ce sont les Canadiens qui les ont créés, et c'est à quoi tend le budget. C'est là le but de la politique économique du gouvernement. Elle vise à donner confiance aux Canadiens et à les encourager, afin que nous puissions réussir, comme nous le faisons, de toute évidence, maintenant, et tous les Canadiens s'en réjouissent. Ils ne voient pas tout en noir comme le député. Ils disent que le gouvernement est sur la bonne voie. Le gouvernement veut confirmer cette réussite grâce au dernier budget.

[Français]

### ON DEMANDE COMMENT CONCILIER PERTE DE POUVOIR D'ACHAT ET CRÉATION D'EMPLOIS

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, le ministre des Finances ne veut pas comprendre le sens des questions qu'on lui pose. Depuis le mois de juillet l'année dernière, la tendance à la hausse dans la création d'emplois a été marquée d'une façon continue. Ce que nous craignons, c'est que le budget qu'il vient de présenter soit justement un accroc, arrête cette tendance à la hausse de la création d'emplois, et je demande au ministre des Finances comment il se fait qu'il demande au secteur privé canadien de créer des «jobs» alors qu'il vient d'enlever aux consommateurs, à ceux qui sont les clients de ces entreprises canadiennes, 37 milliards de dollars de leur pouvoir d'achat d'ici la fin de 1990. Je pose la question depuis plusieurs mois, je n'ai jamais eu de réponse. Je tente ma chance encore une fois ce matin en lui demandant d'où vont venir dans le secteur privé les emplois dont il parle alors qu'il coupe 37 milliards de dollars dans le pouvoir d'achat.

• (1125)

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je voudrais demander au député de se rappeler ce que son chef et d'autres membres de son parti ont dit. Selon eux, les mesures annoncées dans l'exposé du 8 novembre devaient coûter 50,000 à 100,000 emplois au Canada et le secteur privé serait tout simplement anéanti à cause des changements épouvantables apportés le 8 novembre. Mais qu'est-il arrivé depuis?